

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

SEANCE DU 11 JUILLET 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le 11 juillet à dix-huit heures trente, le Comité Syndical, dûment convoqué le 5 juillet en application de l'article L2121-17 du CGCT, s'est réuni dans l'auditorium du collège de Saint-Pierre en Faucigny, sous la présidence de Monsieur Bruno Forel, président.

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance (59) :

Délégués présents (31) : Villard H., Viale P., Jacot C., Burnet G., Pignal-Jacquard M., Perrillat-Amédée A., Morand G., Roger A., Bouvard C., Matano A., Mogenet JC., Zobel JP., Valli S., Watt Chevallier A., Massarotti Y., Bufflier D., Lombard T., Doldo D., Déage P., Lamure R., Mayoraz R., Forel B., Meynet-Cordonnier M., Gonzales Rodriguez B., Costaz JP., Begot P., Burgniard R., Soulat JL., Carrier A., Gilet L., Rophille P..

Délégués ayant donné pouvoir (3) : Monet P., donne pouvoir à Valli S., Javogues S. donne pouvoir à Mayoraz R., Cheneval JP donne pouvoir à Meynet Cordonnier M..

Délégués titulaires excusés (35) : Ollier B., Bouchet J., Coutagne F., Vinet P., Martel M., Carteron D., Mattel JL., Revenaz S., Paget JM., Stropiano M., Vannson C., Hénon C., Caul-Futy F., Dussaix J., Pernat MP., Clémentin R., Van Cortenbosch R., Jancart D., Mermin JP., Fournier C., Bach M., Rannard N., Boex C., Cottet S., Arnould R., Valentin A., Scherrer F., Desbiolles L., Bron M., Bosson JF., Bosland JP., Deramé L., Journe JP., Laperrousaz M., Meynet F..

Délégués présents sans voix délibérative (0) :

Jean-Charles MOGENET est désigné secrétaire de séance.

D2024-03-014 - DOMAINE ET PATRIMOINE - Demande de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) suite à l'abandon de la procédure d'Utilité Publique et Enquête Parcellaire engagée par le SM3A le 22.09.2022 - Action 7A-27 du PAPI Arve 2 - Confortement et reconstruction des digues du Borne sur les communes de Bonneville et de Saint-Pierre-en-Faucigny

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L123-1 à L123-19, R123-1 à R123-8, L211-7 ;

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique R.112-4-1 et R131-3 et suivants ;

Vu le Code de l'Urbanisme notamment son article L300-2 ;

Vu l'Arrêté PREF/DCRL/BCLB-2022-0035 du 12 décembre 2022 approuvant la modification des statuts du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents (SM3A) ;

Vu la délibération D2019-02-010 du 14 mars 2019 approuvant le programme d'actions de prévention des inondations Arve 2 (PAPI Arve 2) et engageant le SM3A comme maître d'ouvrage des opérations et notamment la fiche action 7A-27 « confortement des digues de Bonneville » sous maîtrise d'ouvrage du SM3A ;

Vu la délibération n° D2022-04-015 du 22 septembre 2022 portant sur la demande de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et Enquête Parcellaire relative au projet de confortement et reconstruction des digues du Borne sur la commune de Bonneville ;

Vu l'ensemble des procédures réglementaires attachées aux travaux de confortement et de reconstruction des digues du Borne sur les communes de Bonneville et Saint-Pierre-en-Faucigny, au regard des articles suivant du code de l'environnement :

- Article R.1112-1 et suivants relatifs à la Déclaration d'Utilité Publique ;
- Articles L123-1 et suivants relatifs aux champs d'application de l'enquête publique ;
- Article L211-7 relatif aux travaux présentant un caractère d'intérêt général ;
- Articles L214-1 à L214-6 relatifs aux opérations soumises à autorisation ;
- Article L414-4 relatif aux sites Natura 2000 ;
- Article R122-2 relatif aux études d'impacts ;
- Articles R214-1 et suivants relatifs aux dispositions applicables aux opérations soumises à autorisation ;
- Tableau annexé à l'article R214-1 relatif aux opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L214-1 à L214-3 du Code de l'Environnement ;

- Articles R214-88 et suivants relatifs aux opérations d'intérêt général ou urgentes ;
- Articles R414-23 relatif au contenu d'évaluation des incidences Natura 2000 ;
- Article L311-1 relatif au défrichement.

Vu le dossier de Déclaration d'Intérêt Général au titre l'article L211-7 du Code de l'environnement relatif au projet de confortement des digues du Borne sur la commune de Bonneville annexé à la présente délibération ;

Considérant la configuration de la commune de Bonneville, qui la prédispose aux risques de crues torrentielles du Borne, et la présence de digue de protection contre les crues sur ses deux rives ;

Considérant l'état dégradé des ouvrages de protection contre les crues et la nécessité de les conforter pour protéger les enjeux de sécurité publique présents dans le périmètre des deux zones protégés (rive gauche et rive droite) ;

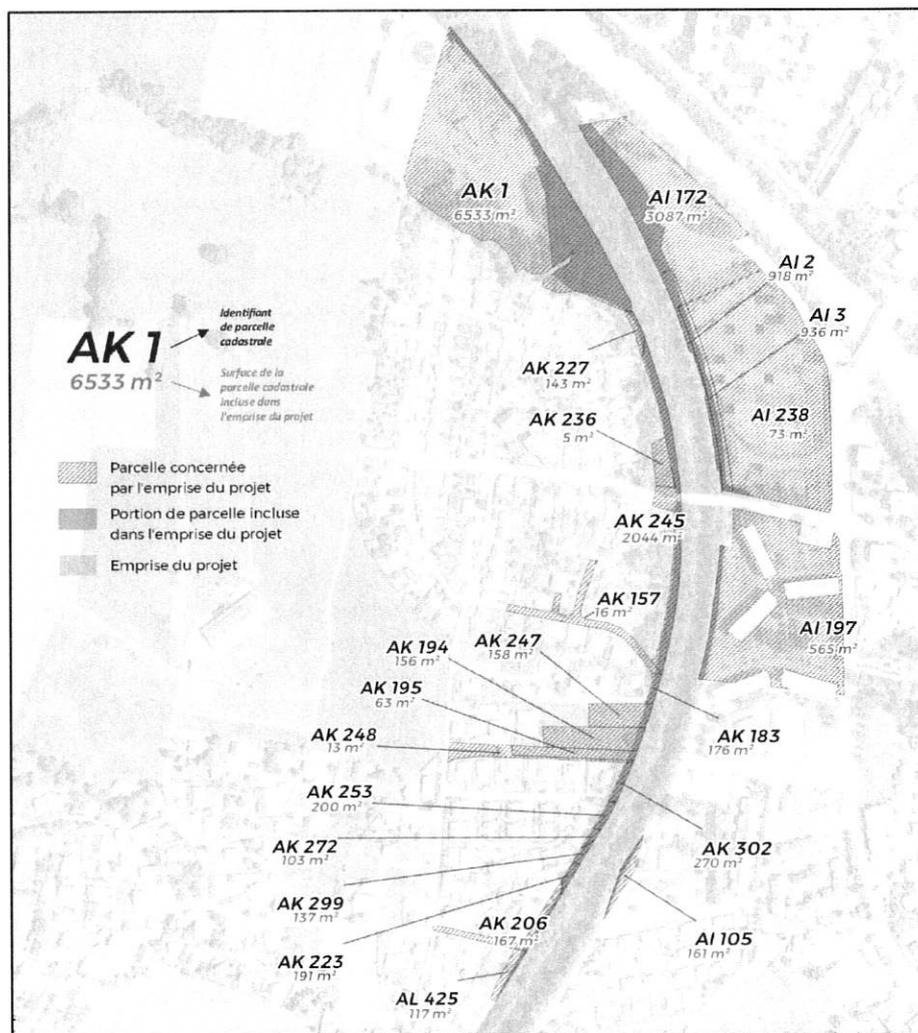
Considérant que l'emprise des ouvrages projetés est constituée de parcelles communales mais également de parcelles privées ;

Considérant que les aménagements projetés nécessitent un défrichement de plusieurs secteurs pour permettre la réalisation des travaux ;

Considérant qu'une procédure de Déclaration d'Intérêt Général (DIG), soumise à l'autorité de Monsieur le Préfet de la Haute Savoie est nécessaire suite à l'abandon de la DUP compte tenu de l'absence de procédures en expropriation dans le périmètre concerné ;

Considérant que la DIG se déroulerait sur la commune de Bonneville, dont le dossier au titre de l'article L.211-7 du Code de l'environnement annexé à la présente délibération permettrait de disposer d'accès, pendant la phase de travaux, sur des propriétés privées non prévues actuellement ;

Considérant que le périmètre associé à la déclaration d'intérêt général, porte sur les parcelles AK1, AI172, AK245, AI2, AI3, AI197, AK302, AK253, AK223, AK183, AK206, AI105, AK247, AK194, AK227, AK299, AL425, AK272, AI238, AK195, AK157, AK248, AK236 ;



Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Approuve le contenu du dossier de déclaration d'intérêt général pour les travaux de confortement et de reconstruction des digues du Borne sur la commune de Bonneville et de Saint-Pierre-en-Faucigny dans le périmètre du projet ;

Article 2 : Autorise le Président à procéder au dépôt, à l'attention de Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie, du dossier de déclaration d'intérêt général (DIG) pour instruction par les services de la Préfecture de la Haute-Savoie, suite à l'abandon de la Déclaration d'Utilité Publique prévue à la délibération D2022-04-015 ;

Article 3 : Autorise le Président à apporter toutes les précisions et/ou modifications utiles avant le dépôt et durant l'instruction du dossier, conformément aux éventuelles remarques des services de la Préfecture de la Haute-Savoie ;

Article 4 : Autorise le Président à effectuer toutes les démarches et signer tous les documents afférents ;

Secrétaire de séance,
Jean-Charles MOGENET



Pour copie conforme,
Le Président, Forel Bruno



Acte certifié exécutoire par le Président du SM3A compte tenu de :

- Sa réception en sous-préfecture le :
- Sa publication le :

Les présentes délibérations peuvent faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès du Président du Syndicat, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois.